



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Paris, le 23 mai 2005

**DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE**

**SOUS-DIRECTION
DE L'ACTION EDUCATIVE
ET DES AFFAIRES JUDICIAIRES**

**BUREAU
DES AFFAIRES JUDICIAIRES
ET DE LA LÉGISLATION
K 2**

**Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice**

à

**Madame et Messieurs les directeurs régionaux
de la protection judiciaire de la jeunesse**

**Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux
de la protection judiciaire de la jeunesse**

N° 000285

Section du contentieux
Alexandre You-Kheang
Edwin Matutano

**Objet : Citation de fonctionnaires de la protection judiciaire de la jeunesse en qualité de
civilement responsable devant les juridictions de l'ordre judiciaire.**

**PJ : Argumentaire à développer devant les juridictions de l'ordre judiciaire en cas de délivrance d'une
citation à comparaître en qualité de civilement responsable à l'encontre de fonctionnaires de la protection
judiciaire de la jeunesse.**

Mon attention a été appelée sur le fait qu'à l'occasion de procédures pénales mettant en cause des mineurs pris en charge par les services de la protection judiciaire de la jeunesse, il advient que des fonctionnaires, quels que soient leurs grade et fonction, soient cités devant des juridictions de l'ordre judiciaire, en qualité de civilement responsable des agissements commis par ces mineurs.

Je vous rappelle que cette procédure est illégale, puisque d'une part, c'est la responsabilité de l'Etat qui est recherchée, les services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ou leurs agents n'ayant pas la personnalité juridique, et d'autre part, la responsabilité des agents de ces services ne saurait être recherchée devant ces juridictions.

DPJJ

13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 60 60
Télécopie : 01 44 77 70 60

En effet, conformément au principe de séparation des autorités administratives et judiciaires, tel qu'il résulte des lois des 16-24 août 1790 et 16 fructidor an III, « *les juges [de l'ordre judiciaire] ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions.* ».

Dès lors, dans une telle hypothèse, il convient de soulever l'incompétence des juridictions judiciaires, la responsabilité d'un fonctionnaire cité n'étant pas, en l'absence de faute personnelle, susceptible d'être engagée devant cet ordre de juridiction. Le cas échéant, seule la responsabilité de l'Etat, fondée sur une faute de service, pourrait être recherchée devant le juge administratif (T.C. 30 juillet 1873, *Pelletier*).

La citation de fonctionnaires de la protection judiciaire de la jeunesse en qualité de civilement responsable devant les juridictions de l'ordre judiciaire est donc fortement préjudiciable puisqu'elle conduit à condamner l'Etat à des sommes qu'il ne doit pas devant une juridiction qui n'est pas compétente.

En conséquence, votre attention est appelée sur la nécessité, dans un tel cas de figure, d'observer les diligences suivantes.

En premier lieu, les services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ne doivent pas répondre aux citations à comparaître comme civilement responsables des agissements commis par ces mineurs devant des juridictions de l'ordre judiciaire délivrées par les auxiliaires de justice.

En deuxième lieu, si néanmoins de telles citations à comparaître étaient délivrées à l'encontre de fonctionnaires relevant de la protection judiciaire de la jeunesse, il conviendrait d'en aviser sans délai par télécopie et par voie hiérarchique l'administration centrale à l'adresse suivante :

Ministère de la Justice
Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Sous-direction de l'action éducative et de la législation
Bureau des affaires judiciaires et de la législation (K2)
Section du contentieux
251, rue Saint-Honoré
75 001 PARIS
télécopie : 01-44-77-25-78

En effet, la Section du contentieux du Bureau des affaires judiciaires et de la législation (K2) prendra contact avec les services de l'agent judiciaire du Trésor, qui dispose, aux termes de l'article 38 de la loi du 3 avril 1955, d'une compétence de principe pour :

- représenter l'Etat dans les contentieux pécuniaires portés devant les juridictions de l'ordre judiciaire ;
- et procéder à la désignation d'un auxiliaire de justice¹.

¹ conformément à l'article 3 du décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 modifiant le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et fixant les dispositions applicables au recouvrement des créances de l'Etat mentionnées à l'article 80 de ce décret

Si toutefois l'administration centrale ne pouvait être en mesure de saisir l'agent judiciaire du Trésor en raison de la proximité de l'audience, il appartiendra aux directeurs régionaux, départementaux ou de service de la protection judiciaire de la jeunesse, après en avoir informé l'administration centrale, de se présenter à l'audience et de soulever l'incompétence de ce tribunal de l'ordre judiciaire sur la base de l'argumentaire fourni en pièce jointe.

Si malgré ces diligences il advenait que la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou un de ses services déconcentrés voire l'un de ses agents soit condamné comme civilement responsable solidairement ou *in solidum* des agissements commis par ces mineurs devant des juridictions de l'ordre judiciaire, il conviendrait d'en informer sans délai l'administration centrale dès la notification du jugement pour qu'elle puisse en interjeter appel.

En revanche lorsqu'une juridiction de l'ordre judiciaire demande à un agent de la protection judiciaire de la jeunesse de se déplacer à l'audience dans un cadre autre que celui de civilement responsable, il appartiendra à ce dernier de se présenter devant la juridiction.

Je vous prie de bien vouloir diffuser largement cette note afin que les agents de la protection judiciaire de la jeunesse puissent être informés de l'attitude à adopter en pareil cas.

Pour le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, et par délégation
Le directeur de la Protection judiciaire de la Jeunesse
Michel DUVETTE

**ARGUMENTAIRE TYPE A DEVELOPPER DEVANT UNE JURIDICTION DE
L'ORDRE JUDICIAIRE EN CAS DE CITATION A COMPARAITRE D'UN AGENT
DE LA PJJ COMME CIVILEMENT RESPONSABLE DES AGISSEMENTS D'UN
MINEUR PLACE A LA PJJ.**

Madame ou Monsieur, le Président,

J'ai l'honneur de vous demander de déclarer votre juridiction incompétente pour condamner Madame ou Monsieur X, Directeur Régional (ou Départemental) de la Protection Judiciaire de la Jeunesse comme civilement responsable des agissements du mineur Y placé dans la structure Z.

En effet, il convient de considérer qu'à travers les services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse qui n'ont pas la personnalité juridique, c'est la responsabilité de l'Etat qui est recherchée.

Or, conformément au principe de séparation des autorités administratives et judiciaires, tel qu'il résulte des lois des 16-24 août 1790 et 16 fructidor an III, *« les juges (de l'ordre judiciaire) ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. »*.

Dés lors, il est de jurisprudence constante que les juridictions de l'ordre judiciaire ne sont pas compétentes pour connaître de la responsabilité de l'administration à raison des actes dommageables commis par les mineurs qui lui sont confiés puisque selon l'arrêt BLANCO du Tribunal des conflits du 8 février 1873 cette compétence est entièrement et exclusivement dévolue aux juridictions administratives.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir vous déclarer incompétent pour condamner l'Etat comme civilement responsable des agissements du mineurs Y.